

Sorties d'usine

par Laurent Aucher & Frédérique Barnier

Fragilisée par le chômage de masse, l'insertion professionnelle difficile de ses jeunes, précarisée et individualisée, la classe ouvrière doit cependant encore être nommée et demeure, pour le sociologue Henri Eckert, une force politique à interroger.

Sociologue, Henri Eckert est professeur émérite à l'Université de Poitiers et chercheur associé au Groupe de Recherches Sociologiques sur les Sociétés Contemporaines (GRESO). Il a publié notamment *L'Orientation professionnelle en Allemagne et en France. Utopie et réalité* (L'Harmattan, 1993), *Avoir vingt ans à l'usine* (La dispute, 2006), et, en collaboration avec Sophie Bérout, Paul Bouffartigue et Denis Merklen, *En quête des classes populaires. Un essai politique* (La dispute, 2016).

L'entretien a été réalisé le 31 mars 2017 à Bourges suite à la projection-débat du film d'Olivier Babinet, *Swagger*, organisée dans le cadre d'un partenariat entre le cinéma de la Maison de la Culture de Bourges, l'IUT de Bourges et le Centre d'Études pour le Développement des Territoires et l'Environnement (CEDETE) de l'Université d'Orléans.

Les jeunes des classes populaires : l'insertion professionnelle en galère

La vie des idées : Dans vos travaux, la question de l'insertion professionnelle occupe une place importante. À quelles problématiques les jeunes sont-ils actuellement confrontés ?

Henri Eckert : Pour beaucoup de jeunes qui sortent de formation aujourd'hui, l'insertion professionnelle se passe à peu près comme dans les années 1960-1970. Si on prend les statistiques de l'enquête Génération 2010-2013, réalisée par le Centre d'Études et de

Recherches sur les Qualifications [CEREQ], on voit près de deux tiers des individus accéder soit immédiatement, soit très rapidement à des emplois relativement stabilisés. Pour 44 % d'entre eux, l'entrée sur le marché de l'emploi est quasi immédiate. Pour 20 % d'entre eux encore, l'entrée est à peine différée de quelques mois, souvent deux, trois ou quatre mois. Ce sont des jeunes qui rentrent très rapidement dans l'emploi et s'y installent, en trouvant soit directement des emplois pérennes, soit des emplois d'abord précaires mais qui se transforment rapidement en emplois à durée indéterminée. Donc, il y en a un peu plus de six sur dix pour qui l'insertion professionnelle, l'entrée dans la vie active, se passe à peu près comme à l'époque d'avant la montée du chômage des jeunes. Parmi ces jeunes-là, il n'y a pas que des super-diplômés même s'ils sont largement majoritaires. Ces jeunes ont généralement des diplômes soit assez élevés, soit adaptés au bassin de l'emploi et monnayables relativement facilement. Quand on rentre dans le troisième tiers, on découvre des cas de figures très divers. Certains de ces jeunes passent de petits boulots en périodes de chômage, avec retour à des petits boulots et de nouveau chômage, etc. Ils sont pris dans les mouvements d'appel et de rejet sur le marché du travail. D'autres se retirent carrément, c'est le cas des jeunes filles qui se marient très tôt, qui ont des enfants, qui reviendront plus tard vers l'emploi mais difficilement, très difficilement parfois... Et puis il y a des jeunes qui, après avoir galéré quelque temps, reprennent des formations.

La vie des idées : Qu'en est-il du cas spécifique des jeunes issus des classes populaires ?

Henri Eckert : Ce sont eux qui galèrent le plus parce que, trop souvent, leur capital scolaire s'avère insuffisant ou moins valorisable. Ils ont passé un CAP ou un BEP, comme l'ont fait leurs pères ou leurs aînés, en pensant qu'ils auraient au moins le même avenir qu'eux. Or c'est terrible mais leur diplôme s'avère trop souvent dévalorisé. Les conditions économiques ont changé et il n'est plus adapté à la réalité actuelle du marché de l'emploi. Dans ce tiers qui galère, on constate une surreprésentation des enfants d'immigrés.

La vie des idées : Dans vos travaux, vous soulignez ce paradoxe sur le plan des qualifications : il y a à la fois un phénomène de dévalorisation des diplômes et en même temps le diplôme reste fondamental pour l'insertion professionnelle ?

Henri Eckert : Certains jeunes sont confrontés à la question de la dévalorisation de leurs titres ou diplômes, c'est un aspect que j'ai abordé dans *Avoir vingt ans à l'usine*. Avec un CAP ou un BEP, par exemple, il est aujourd'hui difficile d'accéder à un véritable emploi dans une activité qui corresponde à la formation et au désir du jeune, en particulier dans le monde industriel. Et, dans le même temps, mon expérience personnelle et les enquêtes du CEREQ le montrent, le diplôme constitue toujours une « arme », « l'arme des faibles » selon la formule de Tristan Poullaouec. Le discours qui tend à dire qu'en France on accorde trop d'importance au diplôme, que le diplôme n'atteste de rien du tout, est suspect. Il y a là un discours idéologique qui vise à le dévaloriser au détriment de ceux pour qui le diplôme demeure la seule ressource individuelle qu'ils puissent mobiliser. Mais un vrai « désenchantement », au sens où Stéphane Beaud emploie ce mot, apparaît quand le diplôme ne permet plus d'accéder aux positions que

l'on espérait. C'est le cas par exemple de ce jeune titulaire d'un baccalauréat professionnel, à qui son diplôme laissait entrevoir une sortie du monde ouvrier, et qui se retrouve finalement derrière une machine, à « tourner des manivelles ». Vivre une telle situation, être ainsi confronté à la dévalorisation de son diplôme, provoque alors une sorte de désenchantement et des sentiments et attitudes parfois ambivalents. Ils échappent certes au chômage, il n'en reste pas moins qu'ils se sentent généralement floués, trompés... C'est en ce sens qu'il y a ambivalence des sentiments ou des attitudes. Cette situation concerne avant tout les enfants d'ouvriers et répond davantage à un processus de dévalorisation des diplômes qu'à un déclassement des individus.

Changement de paradigme éducatif

La vie des idées : Dans *Avoir vingt ans à l'usine*, vous faites également des baccalauréats professionnels des supports d'intériorisation de la culture technique et industrielle. Quelles conséquences cela a-t-il ?

Henri Eckert : Entre le BEP et le baccalauréat professionnel, lorsqu'on regarde de près les contenus de formations, les programmes, on se rend compte qu'il y a, certes, un approfondissement des connaissances techniques transmises aux jeunes mais pas réellement de saut qualitatif. On constate, en revanche, une transmission d'autres contenus, qui visent à l'incorporation du schéma productif et de la contrainte industrielle. Pour le dire en langage tourainien, on est passé de problèmes de fabrication à des problèmes de production. Le titulaire du baccalauréat professionnel est censé assumer la continuité du flux productif et donc, à ce niveau-là, les questions de production (entendre : assurer la production) l'emportent largement sur les questions de technique de fabrication. Les filières du baccalauréat professionnel préparent davantage à cette culture industrielle et parfois de façon assez stupéfiante. Leurs programmes comprennent en effet une initiation à l'économie et à la gestion, plus accessoirement à leurs droits, leur statut, les aspects de savoir-être, etc. Mais on leur inculque avant tout – et j'emploie le terme dans son sens bourdieusien – un langage gestionnaire que ces jeunes doivent s'approprier. Ce qui se joue pour ces futurs ouvriers lors de cette inculcation, de cette incorporation du langage gestionnaire, c'est leur adhésion aux exigences de ceux qui les emploieront. Cette adhésion entraîne l'abandon de toute référence aux luttes menées par leurs pères ou grands-pères, voire même de tout souvenir des résistances qu'ils avaient mises en place. Celles-ci étaient certes liées à des formes particulières d'exercice de l'activité ou du métier, résultant pour partie, au nom du travail bien fait, de la volonté de maintenir un contrôle sur son activité et de défendre les intérêts des ouvriers. Petit à petit, on s'est écarté de ce modèle et aujourd'hui, il s'agit de faire en sorte que les « opérateurs » s'identifient à l'entreprise, qu'ils en intériorisent les buts. Il s'agit de modeler leur subjectivité en les faisant parler comme le font les gestionnaires. Dans les manuels proposés aux élèves de baccalauréat professionnel, on trouve ainsi un langage, un discours managérial ; les contenus

de formation, les programmes et les manuels ou cahiers d'exercices utilisent et véhiculent ce langage de l'entreprise, le langage des classes dominantes. C'est une tentative d'anéantissement d'une culture ouvrière qui venait de la base, de l'expérience concrète des situations de travail, qui se disait à travers des mots qui étaient produits, mobilisés par les ouvriers eux-mêmes. Là, on leur impose un autre langage : ils ne peuvent plus parler avec leurs propres mots, on les amène à parler avec les mots que leur proposent, que leur inculquent, que leur imposent les managers.

L'indicible des sociétés modernes

La vie des idées : Dans la même logique, vous expliquez aussi dans *Avoir vingt ans à l'usine* que les conditions de production sont une sorte d'indicible des sociétés modernes. Pouvez-vous préciser ?

Henri Eckert : C'est une idée chipée dans *Le Capital* ! Karl Marx y écrit que nos sociétés se présentent comme une immense accumulation de marchandises. Aujourd'hui, quand on voit une voiture neuve exposée dans un hall, on voit un objet rutilant sous les néons mais on ne sait rien de la manière dont cet objet a été produit, de ce qu'il a coûté d'efforts, de sueur, voire de souffrances pour certains. Cet objet est devenu quelque chose de presque magique. C'est ce que Marx désigne par le fétichisme de la marchandise, en faisant le parallèle avec la religion dont on a oublié également, d'une certaine façon, l'origine. On a oublié qui a imaginé l'existence de Dieu comme on oublie qui a produit ces voitures rutilantes et dans quelles conditions elles ont été produites. De ce point de vue, Marx n'a pas été dépassé, ou peut-être par les situationnistes lorsqu'ils parlent de la « société spectaculaire marchande », en insistant sur la manière dont ces biens de consommation sont mis en scène, notamment par le biais de la publicité. Cette mise en scène des marchandises peut être vue du point de vue historique comme le stade ultime de ce processus d'occultation des conditions de production et d'invisibilisation de ceux qui produisent.

Les « classes populaires » contre la classe ouvrière

La vie des idées : Ouvriers, employés, les contours des classes sont devenus plus flous comme leurs actuelles dénominations. C'est l'un des propos de l'ouvrage *En quête des classes populaires* auquel vous avez participé ?

Henri Eckert : Il y a dans le monde ouvrier et le monde agricole quelque chose de profondément ancré et qui s'apparente à une éthique du travail. Cette éthique existe de façon presque indépendante ou, pour être plus précis encore, elle est tellement ancrée qu'elle est

comme « incorporée ». Quand on ne peut vendre que sa force de travail, sur le marché, c'est de la qualité du travail produit seulement qu'on peut tirer sa fierté. « On travaille. Il faut bosser ! » Un jeune de Valenciennes parti se faire embaucher à Mulhouse par PSA, me disait : « C'est bosser ou partir en vrille ». Cette situation renvoie à « la double vérité du travail » dont parlait Pierre Bourdieu. Le travail est aliénation, exploitation, mais on ne peut pas ignorer ses autres aspects, d'investissement dans l'agir, de plaisir du « travail bien fait », et de source de dignité. La condition de la dignité c'est de gagner sa vie honnêtement. Cela a pris des formes très différentes, dans le monde ouvrier, ça a pris des formes très variables mais cette exigence de dignité était à la base d'une certaine fierté ouvrière. Les mineurs par exemple, il y avait une vraie fierté, sensible dans leur manière de se tenir et de se présenter, dans leur manière d'être. Pendant longtemps, le monde des employés a été un monde éloigné du monde ouvrier. Ce n'est pas pour rien que Bourdieu faisait une distinction nette : pour lui, les classes populaires étaient formées par les ouvriers et les ouvriers agricoles, les employés n'en faisaient pas partie. Il a fallu attendre plusieurs décennies pour que s'impose la représentation actuelle des « ouvriers et employés », unis dans cette notion de « classes populaires » qui a émergé récemment et dont l'usage inflationniste me laisse circonspect. Sur le terrain idéologique, l'expression « classes populaires » a clairement permis de gommer celle de « classe ouvrière », participant par la même occasion à son invisibilisation. Il y a, derrière cette expression, une euphémisation insupportable. Il y a, aujourd'hui, des batailles de mots. La lutte politique passe aussi, et peut-être surtout, Vygotsky l'avait bien montré, par ce genre d'enjeux. Il y a là le terrain principal, sur lequel peuvent intervenir les intellectuels, à condition de mettre en évidence l'implicite de certains mots, de dévoiler les enjeux idéologiques et permettre ainsi l'émergence d'autres mots. Personnellement, je fais partie de ceux qui considèrent que ce mot, « ouvrier », est un mot qu'il faut défendre. Il y a un réel enjeu dans la dénomination et la manière de concevoir les classes sociales et de les nommer. Est-il pertinent aujourd'hui, sur fond d'effacement de l'expression « classe ouvrière », de les nommer « classes populaires », ou est-ce qu'il ne serait pas plus pertinent et plus actuel de les désigner comme la classe des nouveaux précaires, comme un « précaire », en reprenant l'expression proposée par Robert Castel ?

Comment le précaire fracture la classe ouvrière

La vie des idées : Quelles sont les conséquences de l'apparition de ce précaire au sein de la classe ouvrière ?

Henri Eckert : Un clivage est apparu, devenu de plus en plus fort au sein de ces classes populaires (entendues provisoirement comme les employés et ouvriers), c'est la question de la précarité. Il y a, d'un côté, des catégories ouvrières et employées déjà précarisées, notamment parmi les plus jeunes et les anciens revenus à l'emploi après le chômage, et de plus en plus exposées aux aléas de l'activité économique, et, de l'autre côté, des catégories d'ouvriers et

d'employés qui sont encore – et j'insiste sur le mot « encore » – protégées. Je pense que le clivage est en train de se durcir et qu'une distance se crée entre ces catégories parce que ceux qui bénéficient toujours du compromis salarial sont, du fait de la relative stabilité de leur situation, rapprochés des classes moyennes, s'identifient à elles et se vivent comme telles. Ils ne se diront pas ouvrier, ni employé, ni appartenant à la classe ouvrière ou aux classes populaires. Dans ce schéma, un peu à la manière d'Hoggart, on retrouve « ceux d'en haut », ceux qui vivent bien, ceux qui, sans vivre dans le luxe, ne s'en sortent « pas trop mal », et jouissent d'un certain confort et puis « ceux d'en bas », les autres... Je pense vraiment qu'il y a aujourd'hui un groupe social qui émerge et qu'on peut assez tranquillement, à la suite de Robert Castel, désigner comme « précaire ». Dans un texte de Pierre Simula, extrait du livre *Quand les jeunes entrent dans l'emploi* que j'avais coordonné avec Michel Arliand [2002], on trouve ce type de parcours. Ainsi, aujourd'hui, un jeune sortant de l'école peu ou pas assez diplômé commence, par exemple, par trouver un emploi précaire à durée déterminée dans une usine, pour deux ou trois mois. Ensuite, il se retrouve au chômage quelque temps puis va trouver un autre emploi, peut-être comme veilleur de nuit dans une société de surveillance, et travailler quelques mois comme agent de sécurité dans une galerie marchande. Il se retrouve à nouveau au chômage, trouve un petit emploi comme employé magasinier puis un autre encore, dans une petite société où là, il va faire à nouveau un travail d'ouvrier, etc. Ces individus sont pris dans un mouvement incessant d'appel et de rejet du marché du travail. Ils vont d'activité en activité qui ne sont plus liées entre elles par l'idée de métier ni même de type d'activité. Ces individus effectuent des tâches extrêmement hétérogènes qui font qu'ils ne sont ni employé, ni ouvrier. Simplement précaires, parce que leurs conditions d'emplois sont précaires ! Ils sont souvent fils d'ouvriers, et parmi eux souvent issus de familles migrantes, se heurtant aux discriminations liées à leur nom ou à leur quartier d'origine. Ils en sont plus violemment soumis aux mouvements d'appel et de rejet que les autres. Ils ne sont plus ni ouvriers ni employés, ils sont galériens !

Une remise en cause du compromis salarial

La vie des idées : Peut-on préserver une certaine protection des salariés et comment ?

Henri Eckert : Il s'est constitué sur le marché du travail une zone qu'on peut dire périphérique – mais le sera-t-elle encore longtemps ? On ne recrute plus les gens selon les modalités en vigueur pendant les Trente Glorieuses, à l'époque où le compromis salarial a été mis en place. On est entré dans une phase où ce compromis tend à s'effriter, à être démantelé par tous les bouts et où émerge aujourd'hui un précaire dont les caractéristiques sociales se rapprochent de celles du prolétariat du XIX^e siècle. Pour reprendre la distinction des économistes entre « segment primaire et secondaire du marché du travail », on secondarise de plus en plus le marché du travail. Cette remise en cause du compromis salarial fragilise les protections dont bénéficiaient les salariés, cette « sécurité de destin » dont parlait Jean-René

Tréanton dans les années 1950. Cette même sécurité de destin que Castel associe à la propriété collective, à la sécurité sociale, cette propriété sociale qui joue le rôle de propriété individuelle pour ceux qui ne possèdent rien en nom propre, joue le même rôle que la propriété privée pour les classes possédantes. Dans les années 1950-1960, la classe ouvrière, connaissait de rudes conditions d'existence mais petit à petit, elle est entrée dans une certaine aisance, qui s'est traduite par l'accès à la propriété du logement, l'accès aux vacances, à la consommation, à l'éducation pour les enfants, etc. Cette aisance relative a été à la fois une force et un piège. Elle a joué comme force et comme piège parce qu'une partie de cette classe s'est perdue dans la volupté de la consommation de masse et s'en est trouvée fragilisée. C'est ce qui a permis, sans trop de heurts, d'en finir avec un certain nombre d'acquis sociaux et de renvoyer à des situations d'exposition aux risques comparables à celles, comme je le disais précédemment, du XIX^e siècle pour une certaine partie des salariés. Surgit alors cette question : est-il encore possible d'assurer une protection sociale appuyée avant tout sur l'emploi stable ? Ou ne faut-il pas plutôt – et j'argumenterais plus volontiers dans cette direction – repenser les conditions d'emploi et d'activité de tous ?

La permanence du rapport d'opposition

La vie des idées : Dans *En quête des classes populaires*, vous réaffirmez l'idée que le salariat d'exécution n'a pas abandonné la dimension politique. Vous montrez également qu'il est inscrit dans un rapport d'opposition qui, s'il n'est pas exclusif n'en reste pas moins central.

Henri Eckert : Les discours sur la non-politisation, la dépolitisation ou la dérive vers le Front National de la classe ouvrière et des catégories populaires en général sont stériles parce qu'ils ne correspondent guère à ce qui s'observe dans la réalité. Il apparaît en revanche que le rejet du jeu politique traditionnel et de la participation électorale épisodique – l'abstention – l'emporte sur l'adhésion aux thèses du Front national. Mais, plus encore, il y a une réelle affirmation politique dans l'attitude actuelle des classes populaires qu'il faut aller chercher là où elle s'exprime au lieu de se lamenter sur la disparition des partis politiques ouvriers traditionnels. Ceux-ci se sont effectivement étiolés mais cela n'empêche pas, dans les classes populaires elles-mêmes, l'affirmation d'une « politicalité populaire » selon l'expression de Denis Merklen. La situation politique actuelle, marquée par la très forte précarisation des catégories populaires et la crise des partis qui ont prétendu les défendre, entraîne certes le développement d'attitudes paradoxales, contradictoires qui peuvent aller de l'opportunisme immédiat des « gagne-petit » à des formes d'organisation émergentes dans les luttes pour le droit au logement ou des formes d'expression culturelles par exemple.

La vie des idées : Justement, vous insistez beaucoup sur le caractère individualiste des classes populaires, en faisant référence à l'individualisme négatif de Castel. Cet individualisme est-il un obstacle à la mobilisation collective ?

Henri Eckert : La question du commun est la question politique actuelle : comment restaurer ou réinventer ce quelque chose qui puisse fédérer, comme l'ont fait en leur temps les efforts de solidarité collective et les mesures de protection sociale dont ont bénéficié les salariés, et reconstruire des forces politiques qui, à l'instar des partis ouvriers ou des syndicats, avaient contribué à constituer la classe ouvrière en classe pour elle-même ? L'une des grandes forces du PC, par exemple, a été de réussir à agréger toute une partie de l'électorat populaire dans le sillage de la classe ouvrière industrielle. Avec l'effondrement du PC, c'est cette capacité qu'a eue une fraction de la classe ouvrière d'entraîner avec elle tout le reste de la classe, d'en favoriser l'homogénéisation, qui s'est étiolée. Aujourd'hui on est dans une phase où on se demande quelle force – pas forcément politique (parce qu'on pose trop souvent la question en termes de force politique) – mais quels groupes sociaux ou quel groupe social sera en mesure de jouer ce rôle d'entraînement et d'agrégation. De briser la torpeur dans laquelle un consumérisme débridé a enfermé des consommateurs qui oublient les turpitudes de la production... De mon point de vue, même s'il y a du « je », c'est-à-dire de l'engagement ou de l'action individuelle, la question du « nous » est plus que jamais d'actualité.

Publié dans *laviedesidees.fr*, le 19 décembre 2017.